Case

F

39

.328

no. 46

ARRÊT

CONTRADICTOIRE

DU CONSEIL D'ÉTAT

DU ROI,

Qui casse un arrêt de la Cour des Aides de Rouen du 18 juillet 1768; & ordonne l'exécution d'une Sentence des Officiers de l'Élection de la même ville du 16 mars de la même année, par laquelle la nommée Catherine Borniambuc, fille majeure, a été condamnée en mille livres d'amende, & en la confiscation de vingt-quatre livres de faux tabac en poudre qu'elle entroit à Rouen dans l'intention de le vendre.

La Cour des Aides avoit déchargé cette fille des condamnations contr'elle prononcées, sous prétexte que le procès-verbal avoit été rédigé dans le Bureau général du tabac; & encore sur ce que le Fermier, permettant aux débitans de tabac d'en vendre en poudre, tout particulier pouvoit en colporter de cette espèce; sans qu'on pût le réputer de contrebande.

Du 8 Août 1769.

Extrait des Registres du Conseil d'État:

VU par le Roi, en son Conseil, l'arrêt rendu en icelui le 2 août 1768, sur la requête y insérée de Jean-Jacques Prevost, lors adjudicataire des Fermes générales.

unies, tendante pour les causes & moyens y énoncés, à ce qu'il plut à Sa Majesté, sans s'arrêter ni avoir égard à l'arrêt de la Cour des Aides de Rouen du 18 juillet 1768, qui seroit cassé & annullé; ordonner que la sentence des Élus de Rouen du 22 mars précédent, seroit exécutée selon sa forme & teneur, & condamner la fille Borniambuc aux dépens faits en la Cour des Aides, ainsi qu'au coût de l'arrêt qui interviendrait; par lequel arrêt dudit jour 2 août 1768, Sa Majesté auroit ordonné que la requête du suppliant seroit communiquée à ladite fille Borniambuc, pour y fournir de réponses dans les délais de l'ordonnance; & que son Procureur général en ladite Cour des Aides de Normandie, enverroit incessamment au sieur Contrôleur général des finances, les motifs de l'arrêt de ladite Cour du 18 juillet 1768, pour le tout vu & rapporté à Sa Majesté, être par Elle statué ainsi qu'il appartiendra, toutes choses jusqu'à ce demeurantes en état. La requête présentée à Sa Majesté le 2 mars 1769, par Marie-Catherine Borniambuc, fille majeure, demeurante au bourg d'Yvetot, servant de réponse à celle de l'Adjudicataire, insérée dans l'arrêt de communiqué, ci-dessus visé, & tendante pour les causes & moyens y contenus, à ce qu'il plut à Sa Majesté, sans s'arrêter à la demande dudit Adjudicataire, dans laquelle il seroit déclaré non recevable, ou dont en tout cas il seroit débouté, déclarer le procès-verbal dressé contre la suppliante par les Commis dudit Adjudicataire le 25 février 1768, nul & de nul effet; en conséquence, ordonner que l'arrêt de la Cour des Aides de Rouen du 18 juillet 1768, seroit exécuté selon sa forme & teneur; condamner ledit Adjudicataire en tels dommages & intérêts qu'il plairoit à Sa Majesté d'arbitrer, & en tous les dépens faits, tant à

l'Élection qu'à la Cour des Aides de Rouen, & au Conseil. Mémoire dudit Adjudicataire du 17 mars 1769, en réplique à la requête ci-dessus visée de ladite fille Borniambuc, & tendant à l'adjudication des conclusions par lui prises en sa requête insérée en l'arrêt ci-devant visé. Vu aussi un procès-verbal des Employés des fermes de la brigade de Rouen, du 25 février 1768, contenant qu'ayant aperçu à la porte Bourreuil la nommée Borniambuc accompagnée d'un jeune homme, ils s'en seroient approchés pour faire la visite d'un paquet qu'elle portoit sous son bras, & qu'elle cachoit sous sa capte; que dans l'instant le particulier s'évada, & la fille Borniambuc en voulut faire autant; mais qu'ayant été rejointe par ces Employés dans une allée où elle étoit entrée, ils auroient reconnu que le paquet qu'elle portoit, étoit un petit sac de toile blanche rempli de tabac en poudre, dont elle auroit déclaré avoir encore deux paquets dans ses poches; comme aussi qu'elle avoit acheté ce tabac d'un particulier qui le lui avoit porté à Yvetot, & qu'elle l'entroit à Rouen dans le dessein de l'y revendre: Qu'alors les Employés auroient déclaré à cette fille la saisie de ce tabac, & l'auroient conduite au Bureau général du tabac pour y procéder à une plus ample vérification, ainsi qu'à la pesée du tabac saisi, lequel se seroit trouvé peser brut dix livres, & auroit été reconnu par la dégustation, avoir la même odeur que le tabac de manufactures étrangères, & être par conséquent faux & de contrebande, ce dont la fille Borniambuc seroit convenue: Que pendant que ces Employés procédoient à la rédaction de leur procès-verbal, d'autres Employés étant survenus avec le nommé Saulnier, aubergiste, ce particulier auroit interpellé ladite fille Borniambuc de déclarer si la nuit précédente elle n'avoit

point couché dans son auberge, & si un sac rempli en partie de tabac, qui avoit été trouvé au pied du lit qu'elle avoit occupé, & qui lui auroit été sur le champ représenté, ne lui appartenoit pas; qu'elle auroit répondu à cette interpellation; que ledit Saulnier n'étoit pas coupable; que ce sac & le tabac y contenu lui appartenoient, qu'elle l'avoit apporté avec celui déjà saisi sur elle, qui étoit aussi en poudre & de même qualité: Qu'en conséquence, les Employés verbalisant dans ce premier procès-verbal, auroient, d'abondant, déclaré à ladite fille Borniambuc, la saisie de cette autre partie de tabac, laquelle se seroit trouvée peser net quatorze livres poids de marc: Qu'après avoir déclaré à cette fille qu'elle seroit constituée prisonnière, ils lui auroient donné assignation par-devant les Officiers de l'élection de Rouen, pour y ouïr prononcer la confiscation des tabacs saisis, tant sur elle qu'en l'auberge dudit Saulnier, & s'y voir condamner en l'amende de mille livres, & aux dépens; ledit procès-verbal dûment affirmé, contenant en outre que copie en a été délivrée à l'instant à la prévenue. Autre procès-verbal, du même jour 25 février 1768, par lequel d'autres Employés de la même brigade des fermes de Rouen, auroient déclaré, qu'ayant été présens à la saisie faite sur ladite fille Borniambuc à la porte du Bourreuil, ils se seroient détachés pour aller vérifier si elle n'auroit pas laissé quelques autres parties de tabac dans l'auberge où elle avoit logé; qu'ils y auroient en effet trouvé dans la chambre & au pied du lit qu'elle avoit occupé, un sac contenant du tabac en poudre, & sur une chaise une lettre datée à Rouen du 19 du même mois de février, & signée votre affectionné frère Borniambuc, par laquelle on lui indiquoit ce qu'elle avoit à faire, pour

remettre à un particulier non dénommé, cinquante ou vingt-cinq livres d'une marchandise qui n'est pas non plus spécifiée : Que sur les interpellations faites audit Saulnier, aubergiste, présent à la perquisition, il auroit répondu, que le sac dont il s'agissoit ne lui appartenoit pas, & qu'il ne pouvoit avoir été apporté chez lui que par la fille Borniambuc; pour quoi eux Employés en lui en déclarant la saisie, auroient réservé au Fermier de prendre contre lui telles voies qu'il aviseroit, & se seroient rendus avec lui au Bureau général du tabac, comme on l'a vu dans le procès-verbal ci-devant rapporté & visé; ce second procès-verbal dûment affirmé & signifié par le ministère d'un Huissier le 16 mars 1768. Sentence de l'Élection de Rouen dudit jour 16 mars 1768, laquelle faisant droit sur le procès-verbal, signifié le 25 février précédent; & sans s'arrêter à la nullité proposée par la fille Borniambuc, auroit déclaré les tabacs sur elle saisis, acquis & confisqués au profit du Fermier; icelle condamnée en l'amende de mille livres, & aux dépens. Arrêt de la Cour des Aides de Rouen du 18 juillet 1768, par lequel cette Cour auroit mis l'appel y interjeté par ladite fille Borniambuc, & ce dont il étoit appelé, au néant, corrigeant & réformant; vu, est-il dit dans cet arrêt, ce qui résultoit du procès-verbal, l'auroit déchargée des condamnations contr'elle prononcées par la sentence dont étoit appel & de l'action du Fermier; ordonne que les prisons lui seront ouvertes, si pour autre cause n'étoit détenue; ordonne pareillement que l'amende de trois cents livres, par elle consignée, pour être reçue à son appel, lui seroit restituée; à quoi faire, le Receveur ou dépositaire contraint par corps; le Fermier condamné aux dépens des causes principales & d'appel;

Les motifs dudit arrêt envoyés en exécution de celui du Conseil du 2 août 1768, ci-deyant visé, & généralement toutes les pièces respectivement produites par les parties, & jointes à leurs requête & mémoire: Ouï le rapport du sieur Maynon d'Invau, Conseiller ordinaire, & au Conseil royal, Contrôleur général des finances; LE ROI EN SON CONSEIL, sans s'arrêter audit arrêt de la Cour des Aides de Rouen du 18 juillet 1768, que Sa Majesté a cassé & annullé, ordonne que la sentence des Officiers de l'élection de ladite ville, du 16 mars de la même année 1768, sera exécutée selon sa forme & teneur; condamne ladite fille Borniambuc aux dépens faits en ladite Cour des Aides de Rouen, & au coût du présent arrêt, liquidé à soixante-quinze livres. FAIT au Conseil d'État du Roi, tenu à Compiègne le huit août mil sept cent soixante-neuf. Collationné. *Signé* HUGUET DE MONTARAN.

LOUIS, PAR LA GRÂCE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: Au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis, nous te mandons & commandons que l'arrêt dont l'extrait est ci-attaché sous le contre-scel de notre Chancellerie, cejourd'hui rendu en notre Conseil d'État, pour les causes y contenues, tu signifies à tous qu'il appartiendra, à ce qu'aucun n'en ignore; & fais en outre pour son entière exécution, à la requête de Jean-Jacques Prevost, ci-devant adjudicataire général de nos Fermes-unies, tous commandemens, sommations, & autres actes & exploits nécessaires, sans autre permission, nonobstant clameur de haro, charte normande & autres lettres à ce contraires: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. Donné à Compiègne le

7

huitième jour d'août, l'an de grâce mil sept cent soixante-neuf, & de notre règne le cinquante-quatrième Par le Roi, en son Conseil. *Signé* HUGUET DE MONTARAN.
Et scellé.

*Collationné aux originaux par nous Écuyer, Conseiller-Secrétaire
du Roi, Maison, Couronne de France & de ses finances.*

A P A R I S;
DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

M. DCCLXX.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
1200 EAST 58TH STREET
CHICAGO, ILL. 60637

038 -

10